



© CEI, Centre d'études interaméricaines

Institut québécois des hautes études internationales  
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455  
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval  
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6  
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538  
Télécopieur : 418-656-3634

[www.cei.ulaval.ca](http://www.cei.ulaval.ca)

Mai 2019

---

## CHRONIQUE

### **L'Église catholique : de la médiation au rôle de protestataire dans la crise nicaraguayenne de 2018-2019**

**Par Gabriel Turmel<sup>1</sup>**

Commencée sur fond de réforme des pensions de retraite dans le pays, la présente crise populaire au Nicaragua s'est rapidement transformée en mouvement de contestation généralisée contre le président Daniel Ortega. Il est pertinent de se demander comment l'ancien leader révolutionnaire peut s'être retrouvé en tant que cible de la protestation populaire. Le camp sandiniste, qui rallie durant les années 2010 des acteurs civils se situant de chaque côté du spectre politique, ne peut limiter la montée protestataire à partir de 2013. Cela amène plusieurs agents de mobilisation sociale à prendre position en faveur du gouvernement ou des manifestants. Parmi ceux-ci, l'Église catholique, institution dominante du petit pays d'Amérique centrale, passe d'un rôle de vecteur de médiation à un rôle protestataire dans cette crise. Comment s'est opérée cette transition ?

#### **Le Nicaragua : entre sandinisme et catholicisme**

Après l'assassinat du nationaliste Augusto Sandino, Anastasio Somoza règne sur le pays latino-américain de 1936 à 1956, avant de léguer le pouvoir à ses fils. Ceux-ci rallient de nombreuses compagnies américaines, mais sont renversés par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) de Daniel Ortega en 1979. Après la guerre entre les

---

<sup>1</sup> Étudiant à la maîtrise en études internationales, majeure en sécurité internationale, à l'École supérieure d'études internationales (ÉTI) de l'Université Laval et auxiliaire de recherche pour le Centre d'études interaméricaines (CEI).

somozistes et les sandinistes, le pays se rapproche de l'URSS et devient le terrain d'une guerre civile opposant sandinistes et *contras*, ces derniers étant supportés par les États-Unis de Ronald Reagan. Le pays est également touché par une grave crise économique et l'adoption du régime économique socialiste est difficile. Ortega perd le pouvoir aux mains de Violeta Chamorro en 1990, qui amorce une libéralisation économique et permet la fin de l'embargo américain. De retour au pouvoir en 2007, Ortega met de l'avant un programme délaissant le marxisme au profit d'un agenda pragmatique, oscillant vers un redressement des finances étatiques via des coupures budgétaires, une redistribution monétaire vers la campagne et une rhétorique qui oscille entre le conservatisme religieux et la justice sociale. Son retour en tant que chef d'État suit les présidences ultraconservatrices d'Arnoldo Alemán et d'Enrique Bolaños Geyer, Ortega se donnant une image plus modérée et moins révolutionnaire lui permettant de rallier les conservateurs à son programme plutôt situé dans le spectre de la gauche (gratuité des soins de santé et de la scolarité, etc.). Il s'allie à d'ex-*contras* et à l'Église catholique et reçoit l'appui de nombreux clercs pourtant opposés au mouvement sandiniste des années 1980, notamment Mgr Miguel Obando y Bravo.

L'Église et l'État nicaraguayen s'inscrivent dans une relation complexe. Dès 1979, un schisme profond scinde le clergé. Les cléricaux plus conservateurs jouissent de l'appui inconditionnel du gouvernement somoziste, alors que de nombreux théologiens de la Libération appuient les sandinistes dans les favelas des centres urbains. Plusieurs sandinistes arborent des signes religieux et quatre prêtres sont nommés dans le premier Cabinet des ministres d'Ortega. Le refus d'instaurer l'éducation à la contraception est très bien reçu dans la sphère religieuse. La lune de miel est toutefois de courte durée, alors qu'un mécontentement du haut clergé nicaraguayen et du Vatican se fait sentir progressivement. Mgr Obando y Bravo, qui avait écrit une lettre pastorale en 1979 en appui au mouvement sandiniste, commence à dénoncer publiquement les dérives du FSLN, notamment en raison de la censure anticléricale et du refus de s'identifier comme un gouvernement catholique. Accompagné par plusieurs prêtres, il accentue le schisme religieux au point où les États-Unis, dans leurs appuis aux *contras*, mettent également de l'avant le motif religieux en tant que vecteur de mobilisation antisandiniste. En visite en 1983, le pape Jean-Paul II

dénonce cette « église du peuple » et fait d'Obando y Bravo un cardinal, pour contrer cette gauche « sans Dieu ».

Avec le gouvernement de Chamorro, l'Église catholique reprend sa place dans les médias de ce pays composé à 96% de catholiques au début de la révolution sandiniste. Le pape revient en 1996, et l'Église retrouve petit à petit son pouvoir institutionnel sous les présidences d'Alemán (1997-2002) et de Bolaños Geyer (2002-2007). La première présidence évoquée ici est caractérisée par cette relation Église-État extrêmement forte, qui permet aux clercs de se faire une place importante dans l'éducation, la santé, les médias et certains débats sociétaux, comme celui sur l'avortement. Obando y Bravo, qui a prononcé une homélie consacrant la défaite électorale d'Ortega en 1996, bénit le gouvernement d'Alemán publiquement. Le gouvernement se définit comme catholique, à l'instar d'Ortega, qui se marie religieusement en 2005 avec Rosario Murillo. Son retour au catholicisme marque sa réconciliation avec Obando y Bravo, qui préside son mariage.

Toujours à la tête du FSLN, Ortega appuie l'interdiction totale de l'avortement en 2006. De retour au pouvoir en 2007, il troque le marxisme pour un rapprochement avec l'Église ; élu avec le slogan « Christianisme, Socialisme et Solidarité », il signe la complétion de cette interdiction l'année suivante. La seconde présidence d'Ortega est marquée par une relation de proximité avec la Venezuela, qui prête plus de 3,2 milliards de dollars au Nicaragua entre 2007 et 2016, ce qui permet de financer de nombreux programmes sociaux. Après une première réforme constitutionnelle lui permettant de se faire réélire en 2011, Ortega reçoit l'aval de la Cour suprême en 2014 pour pouvoir se présenter de nouveau aux élections présidentielles sans contraintes.

### **La crise de 2018 : continuité protestataire, rôle de médiation et attaques sur le clergé**

Bien en selle à la présidence, l'ancien porte-parole de la contestation antiaméricaine et anticapitaliste subit rapidement les foudres de son ancienne base d'appui, constituée des populations rurales et urbaines à faible revenu, lorsqu'il propose une réduction des pensions de sécurité sociale de l'ordre de 5% sous forme de taxe. Le 18 avril 2018, des manifestants envahissent les rues de six villes nicaraguayennes. Il faut comprendre cette contestation populaire dans

une **logique de continuité**, car les premières manifestations concernant cette réforme des régimes de pension débutent dès 2013. De nombreux activistes demandent alors la parité entre le montant minimum de sécurité sociale versé et le salaire minimum mensuel. L'Union nationale des personnes âgées (UNAM) identifie 15 000 personnes dans le pays qui n'ont pas cotisé le minimum de 750 semaines pour toucher une pension et milite pour obtenir, au minimum, une pension réduite de la part de l'*Instituto Nicaragüense de Seguridad Social* (INSS). Les manifestants pacifiques, attaqués par les *Sandinista mobs* (liés à la *Juventud Sandinista* [Jeunesse sandiniste] et fidèles à Ortega), joignent les opposants au projet de canal interocéanique, pouvant causer le déplacement de 120 000 personnes selon les manifestants de la marche de juin 2015. S'ajoutent aux protestataires des dénonciateurs des fraudes électorales du Conseil électoral suprême.

En février 2018, le projet de canal semble abandonné par les investisseurs. La grogne populaire se concentre donc au niveau du projet de réforme des pensions. Ce qui motive cette réforme est l'alerte de 2017 du Fonds monétaire international mentionnant que les réserves monétaires vont être vides d'ici 2019 et l'initiative du *Consejo Superior de la Empresa Privada* (COSEP) – le « Conseil supérieur de l'Entreprise privée » – pour négocier avec l'INSS. Sur la table des réformes, la taxe de 5% sur les pensions s'ajoute à une augmentation progressive de 0,75% des cotisations salariales, alors que les cotisations patronales augmentent de 19% jusqu'à 22,5% en 2020. Les manifestations d'avril, faisant 63 morts, se prolongent sur cinq jours. La police nationale utilise des armes létales contre la foule et fournit des armes aux Sandinista mobs. Dès le 19, plusieurs antennes indépendantes de télévision sont retirées des ondes, afin qu'elles ne présentent pas les reportages sur les manifestations. Par conséquent, un puissant représentant de la télévision catholique nicaraguayenne, la Conferencia Episcopal de Nicaragua, se retrouve hors des ondes. Dès la mi-mars 2018, plusieurs évêques de Managua condamnent la censure des réseaux sociaux.

Rosario Murillo, vice-présidente et femme d'Ortega, accuse les protestants d'être contrôlés par les gangs et les « esprits diaboliques », tout comme le fait le président à l'occasion de sa première apparition publique depuis le déclenchement de la crise, le 21 avril. Le lendemain, suite au décès en direct d'un journaliste, le pape François ajoute sa voix

à la Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN) pour demander que cessent les violences. Ortega décrète l'annulation des réformes prévues sur les régimes de sécurité sociale plus tard dans la journée. Néanmoins, il demande la mise en place d'un processus de négociations sur l'enjeu, en incluant cette fois-ci le cardinal Leopoldo Brenes. Le 23 avril, des dizaines de milliers de personnes manifestent pour demander la libération de centaines de prisonniers, ce qui provoque la libération de 200 étudiants et la promesse de la tenue d'une commission de vérité sur les décès durant les révoltes, leur nombre étant porté à 448 en juillet.

Convoqués par centaines de milliers par l'Église, les manifestants ne délaissent pas les marches pacifiques. Ainsi, l'Église démontre son nouveau rôle protestataire dans son appui aux manifestations, bien qu'elle conserve toujours le rôle, aux vues des manifestants, de médiation dans le dialogue national et ses nombreuses reprises. Pourtant, l'Église a bel et bien vacillé du côté du rôle de vecteur protestataire, elle qui est notamment motivée par la frustration d'avoir perdu la position privilégiée qui lui était accordée par les précédents gouvernements conservateurs. Exigeant des élections rapides et la démission du président, les manifestants et religieux bénéficient d'un vaste appui mondial. L'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE), l'Organisation des États américains (OÉA), le Vatican et plusieurs États et ONG, comme le Canada, condamnent le gouvernement nicaraguayen. En riposte, de nombreuses marches pro-Ortega sont organisées.

Les négociations de paix débutent le 16 mai, sont présidées par la CEN et regroupent deux camps. L'un est constitué d'associations de défense des droits de la personne, d'éléments de l'opposition et d'associations étudiantes, et le second, de membres du gouvernement (avec à sa tête, le couple présidentiel). Le 18, les évêques réussissent à faire accepter au gouvernement ses deux conditions « préalables » à tout dialogue national: la fin de la répression des manifestations et la tenue d'une enquête de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sur les décès. L'Église est, depuis les années 1980, une critique importante de l'idéologie sandiniste et ce rôle anime son bras de fer avec le gouvernement encore en 2018. Les négociations se crispent toutefois sur la demande de démission du président pour le 21

mai, amenant Mgr Brenes et son assistant, Mgr Silvio Báez, à déclarer la suspension du dialogue national en raison de l'absence de coopération du gouvernement. Cela signifie la reprise de nombreuses attaques, perpétrées par plusieurs groupes paramilitaires, contre des marches de groupes opposés au gouvernement.

Pour accentuer la pression, les manifestants bloquent des routes, principalement autour de Masaya, le fief « rebelle ». Cela force une rencontre entre les évêques et le gouvernement pour la reprise du dialogue national. Relancées dans les pourparlers, les clercs proposent au gouvernement une réforme constitutionnelle empêchant un nouveau mandat de l'actuel président et le devancement des élections, prévues en 2021, pour mars 2019. L'Église agit définitivement en acteur protestataire et non plus en acteur neutre. Ainsi, fin juin 2018, la CEN dépêche plusieurs évêques pour assister la population dans de nouvelles attaques contre Masaya. L'Église craint un important massacre en raison de ses dernières requêtes de réformes judiciaires et de sa récente décision de suspendre à nouveau les pourparlers, le 19, en raison du bris d'engagement du gouvernement. Celui-ci s'est engagé à ce que des représentants de la CIDH, de l'UE et du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) se déploient sur le territoire, sans donner suite à ses engagements. Les raids contre Masaya visent particulièrement le quartier indigène de Monimbo, où les clochers d'églises se relaient pour avertir la population des mouvements des forces progouvernementales. En raison de ses actions, le clergé voit de nombreuses attaques être perpétrées contre ses membres, celui-ci devenant l'acteur principal des protestations suite à la médiatisation de ces attaques.

Le 9 juillet 2018, des Sandinista mobs encerclent plusieurs évêques, dont le cardinal Brenes et l'ambassadeur du pape au Nicaragua, Waldemar Stanislaw Sommertag, pour les insulter et les frapper. Ortega accuse également la CEN de préparer un coup d'État en voulant devancer les élections. Pour plusieurs observateurs internationaux, la stratégie d'Ortega vise à légitimer la violence contre l'Église et à intimider ses membres chargés du rôle de médiation. Une partie de l'Église hésite encore entre la possibilité de représentation médiatrice pour diriger le dialogue national, peut-être en la faveur des manifestants, et la mobilisation populaire pour constituer un agent

protestataire afin de retarder l'essoufflement du mouvement qui dure depuis 2013. Le 13 juillet, policiers et paramilitaires attaquent les protestataires du campus Rubén Darío de l'*Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua*. Se réfugiant dans l'Église de la Divine Miséricorde, celle-ci est incendiée dans l'attaque qui dure 15 heures et fait plusieurs morts. Le prêtre de l'endroit, Raul Zomora, appelle plusieurs membres du clergé à l'extérieur pour demander une évacuation sécuritaire. Brenes et Sommertag négocient la libération des étudiants et leur transport vers la Cathédrale métropolitaine de Managua, où ils sont accueillis par des clercs et des membres d'organisations de défense des droits de la personne.

Ces événements précipitent de violentes manifestations et une loi spéciale « contre le terrorisme », permettant la criminalisation des manifestations, qui sera dénoncée par près d'une vingtaine d'États et d'organisations internationales. À la fin septembre, Ortega déclare illégales toutes protestations politiques. Bien peu de concessions sont obtenues à ce jour en ce qui concerne les demandes des protestataires. La réclusion du Nicaragua se poursuit, le représentant des Nations unies en matière des droits de la personne ayant été expulsé en mi-année.

Une lecture attentive des événements illustre que l'Église penche du côté des manifestants nicaraguayens anti-Ortega et que le désenchantement face aux propositions sandinistes est profondément ancien, enraciné dans le refus d'Ortega d'accorder à l'Église le pouvoir dont elle disposait sous les gouvernements conservateurs. Celle-ci doit donc jouer le rôle d'équilibriste, oscillant entre un rôle de médiation lui permettant d'agir sur le dialogue national et un rôle plus protestataire lui permettant de soutenir la contestation sociale exerçant une pression sur le régime Ortega. Le 20 mars 2019, les manifestations s'estompent progressivement, après l'annonce de la libération de 800 prisonniers politiques d'ici 90 jours et du rétablissement du droit de manifester. Toutefois, en avril 2019, le dialogue entre l'opposition et le gouvernement échoue à nouveau, ramenant les Nicaraguayens au point de départ. La situation stagne depuis, ce qui permet de penser que l'année 2019 ressemblera en plusieurs points aux périodes précédentes.